

Réf : 23-014 ED

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ STEF LOGISTIQUE NORMANDIE
RELATIF AUX ACTIVITES QU'ELLE EXERCE DANS SES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES
SIS PROMENADE DES PORTS À SAINT-LO**

LE PRÉFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement, notamment la rubrique n° 4735 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié, relatif aux installations de réfrigération employant de l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02-1791-IC du 15 novembre 2002 modifié, autorisant la société STEF NORMANDIE, dont le siège social est situé 93 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS, à exploiter les installations constitutives des entrepôts frigorifiques sis « Promenade des Ports » sur le territoire de la commune de SAINT-LO (50 000) ;

VU les constats relevés sur site lors de l'inspection réalisée le 24 octobre 2022 et le rapport de l'inspecteur des installations classées du 9 décembre 2022 qui en fait la synthèse, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 9 décembre 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 23 décembre 2022 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à la société STEF LOGISTIQUE NORMANDIE l'informant qu'elle dispose d'un délai de 15 jours pour présenter par écrit ses éventuelles observations sur ce projet d'arrêté à compter de la réception du courrier ;

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 24 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- non conformité à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié susvisé des asservissements associés au franchissement des seuils de sécurité définis par l'exploitant pour les détecteurs d'ammoniac, dits toximétriques, qui équipent ses entrepôts frigorifiques et absence en conséquence des actions de sécurité associées requises au franchissement desdits seuils ;

- absence de consignes écrites précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des équipements importants pour la sécurité des installations, dont ceux constitutifs des systèmes de détection, alarme et mise en sécurité, prévus en cas de fuite d'ammoniac sur ces installations, telles qu'exigées par l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié susvisé ;

- contrôle périodique incomplet du système de détection d'ammoniac du site puisque la vérification des alarmes et asservissements associés n'est pas systématique et ne permet pas en conséquence de s'assurer de l'efficacité de ce dispositif comme exigé par l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié susvisé.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 39 et 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié, susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils sont susceptibles de nuire à la capacité de l'exploitant à prendre les mesures de sécurité adaptées dans des délais appropriés, en cas de fuite d'ammoniac sur son site ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société STEF NORMANDIE de respecter les dispositions des articles 39 et 42 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société **STEF NORMANDIE** qui exploite les installations constitutives des entrepôts frigorifiques sis « Promenade des Ports » à SAINT-LO, est **mise en demeure de respecter sous deux mois** :

- les dispositions de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié susvisé, en définissant deux seuils de sécurité pour chacun des détecteurs d'ammoniac en place sur

ses installations et en leur associant a minima les alarmes et asservissements prévus respectivement audit article en cas de franchissement desdits seuils ;

- les dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié susvisé, en mettant en place des consignes écrites précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des équipements importants pour la sécurité de ses installations, dont ceux constitutifs des systèmes de détection, alarme et mise en sécurité, prévus en cas de fuite d'ammoniac sur ses installations ;

- les dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié susvisé, en procédant au test complet de chacun des détecteurs d'ammoniac en place sur ses installations ainsi que des alarmes et asservissements associés, pour s'assurer de leur capacité à détecter le franchissement des seuils de sécurité prédéfinis et déclencher les actions induites dans des délais appropriés.

Article 2 : Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions administratives seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de CAEN, 3 Rue Arthur Le Duc – BP 25086 - 14050 CAEN cedex 4, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

Article 4 : Publication

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis pendant une durée minimale de deux mois.

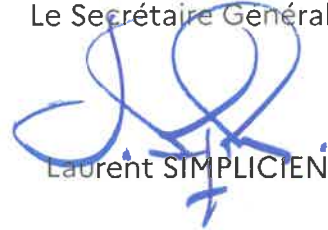
Il est transmis, pour information, à la maire de SAINT-LO.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la maire de SAINT-LO, le directeur départemental de la protection des populations, l'inspecteur de l'environnement en charge des Installations Classées pour la protection de l'environnement, la Société STEF LOGISTIQUE NORMANDIE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Saint-Lô, le **23 JAN. 2023**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Laurent SIMPLICIEN